

# La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

7 novembre 2022

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx

Stib

## Contre l'inflation, il faut augmenter les salaires

Le fléau de l'inflation continue de frapper le monde du travail comme un poison lent. Le prix de l'essence a augmenté de 80 cents par litre, et celui de l'énergie de 63%. Les hausses ne touchent pas que l'énergie : nourriture, boissons, vêtements, loyers, tout a augmenté. L'inflation en Belgique a officiellement atteint 12,3% en octobre. Ce sont des centaines d'euros par mois qui alourdissent la note alors que les salaires sont déjà sous pression.

L'indexation ne compensera ces augmentations qu'avec retard et seulement en partie car l'index protège moins bien les ménages pauvres dont les principales dépenses sont le loyer, l'énergie et la nourriture.

Face à cette situation d'urgence, les mesures gouvernementales sont insuffisantes et tardives. Les chèques énergie et la baisse de la TVA et des accises sur l'essence, ne font pas le compte, même après la récente décision d'une aide supplémentaire pour les ménages les plus pauvres.

Et puis, le principe même de ces aides gouvernementales pose un problème : le gouvernement prend dans les caisses de l'État de l'argent qui va finir dans les poches des Total, Engie et autres profiteurs de crise. La même politique est appliquée ailleurs, en France avec le « bouclier tarifaire » ou en Allemagne, dont le gouvernement va déboursier deux cents milliards pour payer l'augmentation des prix de l'énergie.

Ces gouvernements prennent dans les réserves de la collectivité au lieu de prendre dans la poche des patrons qui se sont enrichis par milliards grâce à la guerre et à la crise. Cet argent va manquer ailleurs. Tôt ou tard, De Croo va inmanquablement tenter de présenter l'addition aux travailleurs. Que ce soit sous la forme de coupes dans les budgets des services publics, de nouvelles réductions des allocations ou des pensions ou d'un report supplémentaire de l'âge de la pension, les gouvernements, qui sont au service des riches, ne manquent pas d'idées pour faire payer les plus pauvres !

Par exemple, le budget 2023 prévoit déjà de raboter de 120 millions la dotation des services de santé alors que la pandémie vient justement de montrer à quel point ceux-ci manquent cruellement de moyens pour embaucher du personnel soignant !

Une fois de plus, les politiciens bourgeois n'offrent pas d'autre perspective que de prendre directement ou indirectement dans la poche des plus pauvres pour

préserver les profits du patronat. Aux riches les milliards, les autres n'auront qu'à « mettre un pull et baisser le chauffage » et à se préparer à se serrer encore plus la ceinture demain.

Aucun gouvernement ne propose de toucher aux sacro-saints profits des grands capitalistes. Total, Shell et les autres compagnies pétrolières ne se sont pas gênées pour annoncer des dizaines de milliards d'euros de surprofits. Que cela enfonce encore plus la population dans la pauvreté ne va pas les empêcher de sabrer le champagne, pas plus que la faillite des milliers de petites entreprises et la destruction d'autant d'emplois.

Ces profits viennent uniquement de la spéculation liée à la guerre en Ukraine. Les prix n'augmentent pas parce qu'il y a moins de pétrole ou de gaz que l'an dernier mais grâce une situation politique instable qui permet de les faire flamber artificiellement.

Alors, au lieu de payer les profits du patronat avec de l'argent public, il faut exiger qu'il augmente les salaires. Et il faut aussi bloquer les prix pour qu'il ne reprenne pas d'une main ce qu'il a dut céder de l'autre.

Les augmentations de salaires ne seront obtenues que par des luttes sociales, à commencer par la grève générale du 9 novembre, même si elle ne suffira pas à elle seule à obtenir de quoi compenser les années de trucage de l'index et de dégradation du pouvoir d'achat.

Quant au blocage des prix, on ne peut évidemment pas faire confiance au patronat pour le respecter ni aux gouvernements pour l'imposer. Les travailleurs peuvent et doivent eux-mêmes contrôler les prix. Cela peut se faire en dénonçant les augmentations des produits de consommation courante au niveau de chaque supermarché. Cela peut aussi se faire en rendant publics les chiffres des coûts et des profits que cachent jalousement les patrons mais que les salariés de leurs entreprises connaissent bien.

Ouvriers, employés, consommateurs, en relation les uns avec les autres, devraient avoir les moyens de connaître tout de la production comme de la distribution des richesses. Les malversations et les traficotages en tous genres seraient ainsi rendus publics de même que la valse artificielle des étiquettes des prix.

C'est encore et toujours la crise. Alors, s'il y a une urgence face à l'inflation, c'est bien l'augmentation des salaires, la levée du secret des affaires et le blocage des prix sous le contrôle de la population !

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

## Des poubelles roulantes

A la faveur de la crise Covid, la Stib a privatisé le nettoyage des bus en le confiant à la société Iris. Les travailleurs inaptes à la conduite qui nettoyaient les bus ont été soit mis en maladie, soit licenciés. Or, depuis, les bus sont systématiquement sales quand ils sortent du dépôt. Les poubelles ne sont plus vidées systématiquement, le sol, les vitres et les rétroviseurs sont sales. En fait, la société travaille en sous-effectif. Pour certains dépôts, il y a seulement 3 travailleurs pour plus de 200 bus. Selon Iris même, un bus est entièrement nettoyé une fois tous les deux mois ! La direction de la Stib a trouvé une nouvelle façon de faire des économies et évidemment, c'est sur le dos des travailleurs de la Stib, d'Iris et des usagers...

## Les TEC nous montrent la voie

Deux cents chauffeurs des TEC sont entrés en grève du 20 au 26 octobre. Chaque jour, ils décidaient de leurs actions et de la continuation de la grève en assemblée générale. Les directions syndicales se sont opposées à la grève et n'ont pas voulu la soutenir. Pourtant, les grévistes ont tenu bon et ont tenté d'étendre le mouvement à d'autres entreprises en allant à la rencontre des travailleurs de Bpost et de Tibi, une intercommunale des déchets. Pour faire face au recul de nos conditions de vie et à l'immobilisme syndical, il n'y a qu'une seule solution : organiser de vastes mouvements démocratiques de travailleurs, au besoin en se passant de l'accord des directions syndicales !

## Les grévistes contre les privilégiés

Confrontée à un mouvement de grève qui paralyse les raffineries et les livraisons de carburant en France, la direction de Total a décidé de publier le salaire moyen de leurs employés. C'est une vieille méthode de patrons : après avoir opposé les grévistes aux automobilistes, ils voudraient diviser les travailleurs en fonction de leur fiche de paie. Évidemment, pour les patrons nous sommes toujours trop bien payés ! C'est parce que nos salaires sont si bas que leurs profits sont si élevés. Les vrais privilégiés, ce sont eux, ceux qui vendent le carburant plus cher et qui exploitent les travailleurs, ce sont eux ! C'est contre eux que les travailleurs de Total et Exxon se battent.

## Des enfants à la rue

Faute de place dans les centres d'accueil de Fedasil, 21 adolescents n'ont pu compter que sur des ONG pour dormir au chaud. En septembre, le nombre de demandes de protection a atteint un record depuis le retour au pouvoir des talibans en Afghanistan à l'été 2021. Mais parler de crise de l'asile est ridicule pour justifier les carences de l'État belge, condamné plus de

4500 fois depuis le début de l'année pour non-respect de ses obligations. C'est bien une politique délibérée pour dissuader les candidats réfugiés de déposer une demande d'asile.

## Un budget taillé pour les patrons

Le budget arrêté par le gouvernement fédéral pour 2023 est sans surprise. Les travailleurs et les classes populaires vont encore une fois devoir se serrer la ceinture pour financer les cadeaux faits aux patrons. Jusqu'en mars 2023, les entreprises en perte de rentabilité pourront invoquer les prix de l'énergie pour mettre leurs travailleurs en chômage temporaire. Par ailleurs, toutes les sociétés seront exonérées de 7% des cotisations patronales pour les deux premiers trimestres de l'année. En contrepartie, des coupes sombres sont prévues dans le régime des crédits-temps, le rail et les soins de santé avec une hausse des tarifs des consultations médicales. Des sanctions sont aussi envisagées pour les CPAS qui ne taperaient pas assez sur les bénéficiaires du revenu d'intégration. C'est un « budget de crise », mais ce ne sera pas la crise pour tout le monde !

## En Iran, la contestation s'étend

Sept semaines après l'assassinat de Mahsa Amini par la police des mœurs iranienne, la contestation ne faiblit pas en Iran. La répression, qui a fait plus de 185 morts, n'entame pas le moral des hommes et des femmes, parfois très jeunes, qui continuent de risquer leur vie pour descendre dans la rue et crier toute leur colère contre les dirigeants de la République islamique. Alors que les dirigeants annoncent la fin du mouvement, de nombreux étudiants se rassemblent devant les universités pour dénoncer la pauvreté et la corruption en criant « mort à la dictature ». Dans certaines villes, les commerces sont en grève. À Abadan, à Kengan et surtout dans la grande usine pétrochimique d'Assalouyeh, des travailleurs se sont mis en grève et ont manifesté. Ils montrent la voie à suivre pour balayer cette dictature réactionnaire qui les opprime.

Demandez le journal de **La lutte**. Nos camarades le vendent à la porte des dépôts.



facebook.com/lalutte.belgique



www.lalutte.org



contact@lalutte.org



0498/44 64 72